



Regards sur le monde

CÔTE D'IVOIRE | CLÉMENT BOURSIN, responsable des programmes Afrique à l'ACAT •



WATTAO. DE CHEF DE GUERRE À COLONEL DE L'ARMÉE, UN PARCOURS DE "CAÏD BLING-BLING"

Le numéro précédent du *Courrier* avait retracé les débuts de Wattao, personnage emblématique de ces dernières décennies de violences politiques et civiles en Côte d'Ivoire. Tour à tour victime de tortures et responsable de crimes graves, il est aujourd'hui colonel au sein de l'armée et chef mafieux, conservant encore le contrôle d'un réseau criminel actif à Abidjan. Son portrait illustre la difficulté qu'a le gouvernement d'Alassane Ouattara à gérer un certain nombre d'ex-chefs militaires qui pourraient faire l'objet de poursuites judiciaires pour exactions, mais qui demeurent puissants militairement et jouent sur la peur des dirigeants pour éviter tout procès... Or, la Côte d'Ivoire ne pourra pas se rétablir politiquement et économiquement sur le long terme avec de telles dérives mafieuses et une telle impunité.

Rappel du parcours d'Issiaka Ouattara, dit « Wattao » :

Wattao est devenu militaire à la fin des années 1980. En 1999, il fait partie d'un groupe de jeunes soldats ayant soutenu la prise de pouvoir du général Robert Gueï par un coup d'État. Accusé par la suite d'avoir voulu renverser le général au profit de l'opposant Alassane Ouattara, il est arrêté et torturé avant de parvenir à s'évader et à gagner l'étranger. Au Burkina Faso, il fait la connaissance de Guillaume Soro et se joint aux rebelles du Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) pour tenter de renverser, en 2002, le président Laurent Gbagbo, élu en 2000. À la suite de cette tentative ratée de coup d'État, le pays est divisé en deux. Wattao, proche du secrétaire général des Forces nouvelles (FN) Guillaume Soro, obtient un poste clé au sein des forces armées des FN et prend le contrôle de la région de Séguéla, au nord du pays, riche en cacao, café, or et diamants. Bien que sa responsabilité soit engagée dans des exactions, il n'est pas inquiété par la justice.

Pour aller plus loin

Le documentaire de la chaîne française 13° Rue :

« Passeport pour le crime : Abidjan »

Fin 2010, Alassane Ouattara remporte l'élection présidentielle, mais le clan de Laurent Gbagbo refuse de reconnaître cette victoire et commet à Abidjan des exactions sur les populations nordistes. Les FN décident alors de soutenir militairement le président élu Ouattara. Les unités des « com'zones » reçoivent de l'étranger des équipements militaires, des formations et un soutien technique. Wattao est appelé à jouer un rôle de premier plan par son mentor Guillaume Soro : il est en charge de la progression des Forces armées des forces nouvelles (FAFN) sur l'axe centre ouest du pays.

En mars 2011, Alassane Ouattara crée les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) qui regroupent notamment les FAFN. L'offensive est fulgurante. Les victoires militaires s'enchaînent grâce à la supériorité militaire des FRCI. Le 11 avril, lors de la bataille d'Abidjan, Wattao dirige l'assaut victorieux sur la résidence de Laurent Gbagbo : lui et ses hommes mettent la main sur une quantité d'armes importante, dont une partie est transférée discrètement dans le nord.

Adoubé par Ouattara

Le 21 mai 2011, Alassane Ouattara est investi président de la République. Le soutien apporté par les FN au président élu permet à Wattao et aux autres « com'zones » de se refaire une « virginité ». Ils ne sont dorénavant plus des rebelles, mais des éléments de l'armée régulière. Ce simple coup de baguette magique ne les a toutefois pas changés. Les ex-chefs rebelles se répartissent Abidjan comme un butin de guerre qu'ils divisent en plusieurs « zones de sécurité ». Wattao, promu commandant, prend en charge la sécurité des quartiers sud de la ville où sont situés les entreprises lucratives et le Port autonome d'Abidjan. Il étend rapidement ses activités mafieuses. Il s'attaque, par exemple, au business du transport, ses hommes obligeant passagers et associations de transport à verser des sommes atteignant 100 000 dollars par mois. Les actes de racket se multiplient également à l'encontre des chefs d'entreprise. Selon un diplomate français en poste : « *Abidjan est (...) sous le règne de certains « com'zones » dont le moins gérable est Wattao, (...) devenu un vrai roitelet.*¹ »

En 2011, le groupe des experts des Nations unies recommande des sanctions ciblées contre Wattao, mais il reste intouchable. Il est même nommé commandant en second de la Garde républicaine, puis formé par la France afin de mettre en adéquation ses capacités militaires avec son grade officiel et parfaire ses connaissances en éthique du soldat.

Racket, diamants et voitures de luxe

Le « roitelet » continue à s'enrichir des ressources du territoire de Séguéla, dont il contrôle notamment la production d'or et de diamants. Les ressortissants burkinabés, pour pouvoir exploiter la concession aurifère de Doropo, doivent payer des droits d'entrée de 50 000 dollars et des droits mensuels d'exploitation de 120 000 dollars. L'argent est partagé avec d'autres anciens « com'zones » et des « personnalités à Abidjan ». La passion de

Wattao pour les voitures de luxe et pour le bling-bling fait la Une des journaux.

Un réseau criminel intouchable ?

À Abidjan, les membres du réseau de Wattao profitent de sa protection et échappent à la justice. Le gouvernement ivoirien reste silencieux et impuissant face à cette mafia. Les hommes de Wattao commettent infractions sur infractions : expropriations, vols, meurtres. Il y a également des détentions arbitraires dans des locaux gouvernementaux, voire au domicile de Wattao... Ces faits ne font l'objet d'aucune poursuite judiciaire. Toutefois, l'accumulation de preuves sur ces activités, rendues en partie publiques par les Nations unies, met en délicatesse le gouvernement ivoirien. Le personnage médiatique et démonstratif qu'est Wattao devient gênant. Le 21 juillet 2014, Wattao est démis de ses fonctions de chef de sécurité d'Abidjan-Sud et de certains autres titres. Un mois plus tard, il est éloigné temporairement de Côte d'Ivoire : il s'envole pour le Maroc pour suivre une formation militaire.

Éloigné mais non sacrifié

Aucune enquête judiciaire n'est ouverte en Côte d'Ivoire sur les activités criminelles de Wattao. Fort de cette impunité, il conserve encore le contrôle d'un réseau criminel actif. Lors de son éviction, il a fait transférer des centaines d'armes – non enregistrées dans l'arsenal national – de son domicile d'Abidjan vers une destination inconnue. Par ailleurs, grâce à la manne financière qu'il a pu accumuler, il développe aujourd'hui ses activités dans d'autres secteurs de l'économie. Il continue également à exercer une forte influence sur de nombreux militaires et anciens rebelles, d'autant plus qu'il est en charge, avec les autres « com'zones », de désigner parmi les ex-FAFN ceux qui prendront part au processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), gage de recevoir un pécule et une formation et donc un avenir plus radieux que les laissés-pour-compte.

Un avertissement ?

Le 18 novembre 2014, des anciens rebelles intégrés des FRCI de Ouattara ont lancé un mouvement de protestation - vraisemblablement organisé - réclamant le paiement d'arriérés de solde. Selon plusieurs médias ivoiriens, il pourrait s'agir d'une forme d'avertissement de Wattao ou de son mentor Guillaume Soro, président de l'Assemblée nationale, indiquant à Alassane Ouattara que les ex-FN restent intouchables en Côte d'Ivoire. Le message semble avoir été reçu cinq sur cinq par le pouvoir. Par un Tweet anodin, daté du 14 janvier 2015, Wattao annonce qu'il a été promu colonel. Une bien belle promotion pour quelqu'un mis sur la touche... •

1. « Côte d'Ivoire : les exactions des FRCI suscitent l'inquiétude croissante des diplomates », Baudelaire Mieu, Jeune Afrique, 2 septembre 2011, www.jeuneafrique.com